

**CONTRIBUTION DE L'AFORST  
A LA CONSULTATION PUBLIQUE SUR LES BESOINS FUTURS EN NUMEROS MOBILES ET  
L'OUVERTURE DE LA TRANCHE 07 AU SERVICE MOBILE**

*Décembre 2008*

L'AFORST remercie l'Autorité de lui permettre de contribuer à sa réflexion concernant les besoins futurs en numéros mobiles et l'opportunité de l'ouverture de la tranche 07 au service mobile.

Si elle considère, comme l'Autorité, que cette réflexion est rendue nécessaire par l'évolution des usages, elle saisit également l'opportunité d'insister tout particulièrement sur la nécessité de prévoir suffisamment à l'avance les ouvertures de nouvelles tranches de numéros afin de permettre à l'ensemble des opérateurs de pouvoir s'adapter.

L'AFORST considère que les besoins en ressources de numérotation des services mobiles nécessiteront dans un avenir proche l'ouverture d'une nouvelle tranche. L'AFORST considère que la tranche 07, adjacente à la tranche 06, est la plus à même de préserver une bonne lisibilité, notamment tarifaire, pour les consommateurs. Les avantages d'un tel scénario sont nombreux, notamment la continuité et la fluidité dans la lecture « numérique » des numéros mobiles.

L'AFORST souhaite surtout que l'accessibilité de la tranche 07 soit la plus facile possible pour tous les consommateurs de services de communications électroniques. En ce sens, il lui semble nécessaire que l'Autorité donne un délai d'anticipation de 18 mois avant l'ouverture d'une nouvelle tranche afin que tous les opérateurs puissent se préparer à la transition. Sans ce délai, l'Autorité doit être consciente que tous les opérateurs ne seront pas en mesure de garantir l'accessibilité des 07. L'adaptation des infrastructures de réseaux, des plateformes et systèmes d'information de facturation, ainsi que celle de leurs interfaces d'interconnexion nécessitent le respect de procédures qui peuvent prendre du temps pour l'ensemble des opérateurs, y compris étrangers.

L'AFORST laisse à ses membres le soin de répondre sur les autres questions plus spécifiques ouvertes par la consultation publique.